



## **Neptune Energy Un nouveau trou noir de l'État et d'ENGIE dans la gestion de leurs intérêts stratégiques**

En 2018, le groupe ENGIE a vendu son activité d'exploration production de gaz naturel à Neptune Energy, une coquille vide portée par les fonds d'investissement CIC (China Investment Corp), Carlyle, et CVC Capital Partners, respectivement actionnaires à 49%, 25% et 25%. À l'issue du délai de deux ans prévu lors de la vente pour le maintien des garanties sociales, Neptune Energy révèle son vrai visage en décidant de licencier brutalement tous ses salariés en France et de piller ainsi ce qui reste de l'entreprise.

### **Plus d'une centaine d'emplois supprimés**

Neptune Energy a annoncé son intention de fermer définitivement l'ancien centre névralgique de l'entreprise. Un PSE est en cours et aboutira au licenciement d'une centaine d'ingénieurs et cadres spécialistes du sous-sol. Neptune Energy n'a eu de cesse de se comporter en prédateur pour démanteler l'activité de la Holding française avec l'ultime but de licencier tous ses salariés sous des prétextes économiques fallacieux.

### **Une mauvaise foi caractérisée de Neptune Energy**

Neptune Energy vient d'être condamnée de manière définitive par la Cour de cassation le 10 juillet 2019 pour non-respect des dispositions du code du travail concernant les prérogatives des instances représentatives du personnel, preuve que cette société ne pense qu'à violer le droit français.

### **Une mise en danger des données stratégiques pour la France**

Avec la fermeture de l'entreprise en France, 25 années de données du sous-sol acquises par Gaz de France, GDF SUEZ puis ENGIE vont être transférées hors de France, sans information préalable de l'État qui y est opposé mais ne réagit toujours pas. Et c'est sans compter la perte de savoir-faire, d'expertises sous-sol et de capacités de R&D.

### **Une bien mauvaise affaire financière pour ENGIE.**

Sous couvert d'ambition de se libérer des énergies fossiles, le groupe ENGIE a cherché à améliorer sa trésorerie en vendant pour 3,2 milliards d'euros une activité qui en vaut 8 aujourd'hui. Pourquoi une telle erreur financière ?

**Les organisations syndicales de Neptune Energy interpellent donc l'État et lui demandent d'intervenir pour préserver non seulement les intérêts de la France mais aussi de faire suspendre le PSE de Neptune Energy qui est loin de respecter les obligations du droit français. Après le désastre politique, économique et industriel de la vente d'Alstom à GE, l'État souhaite-t-il continuer à laisser nos pépites se faire piller ?**